

<https://www.snetap-fsu.fr/Une-nouvelle-annee-qui-demarre-sous-de-funestes-auspices-mais-qui-sera-aussi-ce.html>



Une nouvelle année qui démarre sous de funestes auspices, mais qui sera aussi ce que nous en ferons !

- Nos Actions - Les Textes du Conseil Syndical National -
Date de mise en ligne : dimanche 26 janvier 2025

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Dernières minutes : des élu-es saisissent le Premier Ministre pour défendre l'[EAP](#) ! [Lire le courrier ici](#)

1 : Éléments de contexte

[D'un point de vue international : Trump et le nouvel ordre mondial...](#)

Si au Proche Orient, le cessez le feu à Gaza qui a débuté dimanche 19 janvier au matin, avec la libération d'otages en échange de prisonnier-es palestinien-nes, fait renaître une lueur d'espoir de parvenir à un accord devant déboucher à terme sur une fin définitive de la guerre, la reprise avant même que l'encre ne sèche d'une opération de guerre en Cisjordanie occupée, dénote bien de la fragilité du processus de paix qui s'amorce enfin et plus encore des incertitudes qui demeurent sur l'avenir et la reconstruction de Gaza.

Les jours s'annoncent par ailleurs des plus sombres avec l'investiture de Trump aux États-Unis lundi 20 janvier. L'émergence d'une oligarchie qui peut être qualifiée de techno-industrielle, menace la démocratie en concentrant les pouvoirs et les richesses au risque de remettre en cause les droits et libertés fondamentales, cela bien au-delà des seuls États-Unis, à un moment où les bordées nationalistes et impérialistes n'ont sans doute jamais été aussi vives. Sur fond d'une guerre russo-ukrainienne qui dans un mois entrera dans sa 4ème année, l'Europe bien que déjà fragilisée en son sein n'aura d'autres choix que d'unir ses forces contre la domination et l'ingérence déjà documentée du duo Trump-Musk. A titre individuel et collectif, nous devons trouver toutes les voies et moyens pour lutter et préserver notre démocratie.

En guise de premier combat, le SNETAP-[FSU](#) a pris la décision en Bureau National d'engager sa sortie du réseau X (et il a saisi dans le même sens les [OS](#) qui composent notre Élan commun), à l'image de nombreux-ses associations, médias, syndicats, collectifs, citoyen-nes. Le [SNES](#) comme la FSU ont acté leur départ avec la première vague du 20 janvier... A contrario les ministres du gouvernement Bayrou se font bien discret-es quant à cette démarche qui va pourtant bien au-delà du simple symbole ou d'un jeu de posture.

Le [CSN](#) du SNETAP-FSU appelle par ailleurs ses représentant-es et les personnels de l'[EAP](#) à prendre part à l'action « Désarmer Bolloré », nouvelle « saison » des Soulèvements de la Terre, qui montra en puissance entre le 29 janvier et le 2 février contre l'empire Bolloré, acteur du ravage écologique, de l'exploitation néo-coloniale et levier majeur de la conquête du pouvoir par l'extrême droite.

Dans cet ordre mondial bouleversé par cette oligarchie réactionnaire, à l'image des citoyen-nes américain-es en opposition à Trump qui ont défilé samedi lors de la Marche du peuple, le SNETAP-FSU ne manquera pas d'appeler au soutien de tous les peuples debout pour leur droits, leurs libertés, pour la justice sociale et environnementale contre ce que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier d'Internationale des extrêmes droites à l'unisson lors d'une cérémonie d'investiture déjà marquée par une série de décrets réactionnaires pris dans la foulée. On citera l'expulsion massive d'immigré-es clandestin-es qualifié-es de « criminel-les », la sortie de l'accord de Paris sur le climat, la reconnaissance des seuls genres masculin et féminin... ou encore les 1500 séditionnaires du Capitole graciés sine die...

[Les Outre Mer, marqués par le désastre du cyclone Chido à Mayotte](#)

https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH272/473376907_1152214806905991_1541194541779484980_n-64651.jpg

La fin de l'année 2024 restera marquée et endeillée par le passage meurtrier du cyclone Chido sur l'archipel de Mayotte. Après le chaos, l'heure est au deuil, à la désolation et aux tentatives de reconstruction. Cette catastrophe naturelle a montré la grande vulnérabilité de l'île et l'abandon dans lequel elle a été maintenue par nos gouvernements successifs. Le SNETAP-FSU a apporté son soutien via la FSU et l'antenne de Solidarité Laïque présente sur place. Il n'exclut pas dans quelques temps une aide ciblée à la communauté éducative de l'enseignement agricole public. Il continuera d'interpeller le ministère et veillera à la réciprocité des mesures d'aides et d'accompagnement entre personnels de l'[EN](#) et personnels de l'EAP. Par ailleurs, le SNETAP-FSU va demeurer d'une extrême vigilance et continuer de poser les exigences qui s'imposent tant en matière de [SST](#) que de conditions de reprise et d'accompagnement des élèves et étudiant-es de l'[EPN](#) de Coconi, en lien avec la F3SCT du CSA M (à l'image de la séance extraordinaire obtenue ce 23 janvier) et les instances de l'Enseignement Agricole à Paris comme à Mayotte !

Dans les autres territoires ultra marins, la persistance et l'aggravation des fragilités sociales et économiques (phénomène quasi général de vie chère), les écarts forts entre territoire d'outre mer et métropole sur le niveau de vie, la mortalité infantile, le chômage, l'échec scolaire, le non accès aux biens vitaux, l'insalubrité des logements, la pollution....) sont à mettre en parallèle avec des modèles économiques et de gouvernance hérités d'un passé colonial.

[Contexte politique national : Vouloir faire du neuf avec du vieux](#)

Après la nomination du gouvernement Barnier, approuvé par le RN qui a été vécu comme un vol du résultat des urnes par bon nombre de citoyen-nes, la censure a eu raison de Barnier qui n'a pu compter sur le camp RN avec qui il avait pactisé et a fait de ce gouvernement un des plus brefs de l'histoire récente . Même si nous n'avions que peu d'illusions sur une nomination issue ou portée par le NFP pour succéder à Barnier, nous étions loin de penser que la nomination de Bayrou « symbole de la jeunesse politique » allait entraîner avec elle celles de Borne, Valls, Darmanin autrement dit « on prend les mêmes et on recommence » !

Après moult tractations avec le PS et avec toujours la même volonté de fracturer le NFP, le discours de politique générale du premier ministre est celui d'un « équilibriste qui veut satisfaire la gauche sans s'aliéner la droite et dépenser sans creuser la dette » comme le dit le journaliste Eric Emptaz dans le Canard enchaîné du 15 janvier.

Ainsi, en dépit de quelques concessions annoncées sur l'école, sur le non déremboursement de certains médicaments, sur la remise en chantier des retraites avec les partenaires sociaux (mais en prenant bien garde de ne pas parler de suspension et moins encore d'abrogation), c'est bien à la continuité des politiques macronistes déjà menées que l'on a affaire, et cela avec aucune intention de sortir des crises sociales, démocratiques et écologiques qui nous tenaillent. La FSU appelle d'ores et déjà à reprendre les mobilisations pour une autre politique.

Pendant ce temps B. Retailleau, ministre reconduit à l'Intérieur, poursuit une politique sécuritaire à outrance, et profitant du désastre à Mayotte va largement soutenir les propositions de loi du groupe LR sur la restriction du droit

du sol, l'abrogation du titre de séjour pour soins. Une loi immigration bis ou par tranche est bel et bien en préparation avec les mêmes mesures anti-sociales et anti-étrangers : restriction de l'AME, allongement de la durée dans les centres de rétention par exemple.

Nous reprenons donc ici sans rien en retirer les lignes que nous écrivions à l'occasion de notre CSN de septembre : « dans ce contexte dégradé (démocratie abîmée) et instable, contre la dérive autoritaire d'un président finissant, et un RN toujours aux portes du pouvoir, le combat collectif et l'action syndicale pour la défense de nos droits, de nos acquis sociaux, de notre école publique gratuite laïque, d'une société ouverte sur le monde et accueillante, écologique sont plus que jamais nécessaires ».

Le CSN mandate les sections syndicales et les représentant-es des personnels pour participer à toutes les actions organisées contre la politique régressive menée par le gouvernement Bayrou

Contexte économique et social : des plaies et des bosses... stop ou encore ?

Englué dans une crise politique, et sous couvert de déficit public qu'il faut combler par la baisse des dépenses publiques plutôt que par l'augmentation des recettes, le gouvernement entend manifestement poursuivre la casse des services publics et laisser s'effondrer le pays. Croissance en baisse, augmentation du taux de chômage, plans sociaux qui se multiplient dans de grandes enseignes et dans l'industrie, ce sont pas moins de 200 000 emplois menacés. Même si le SNETAP-FSU ne plaide pas pour un modèle productiviste mais pour davantage de sobriété, il n'en reste pas moins que ces plans sociaux et les menaces que font peser le patronat ne peuvent s'entendre quand les entreprises bénéficient de 160 milliards d'aides publiques et réclament un allègement du coût du travail.

Le conditionnement de l'aide [RSA](#) à 15 à 20 heures d'activité est un exemple de la droitisation forcée par les groupes LR et RN et ne peuvent que conduire à un appauvrissement des plus pauvres et à une stigmatisation des plus fragiles. Le congrès national de la FSU en février 2025 devra porter la nécessité d'un autre projet social et écologique, appeler à la convergence des luttes et au rapprochement des forces syndicales.

Concernant la réouverture du dossier des retraites dans le cadre d'un « conclave », chacun-e appréciera la référence religieuse chère au premier ministre, si les socialistes ont majoritairement donné du crédit à cette annonce (au point de conditionner leur vote de censure ou de non censure), personne n'est dupe et ne croit sérieusement aux conclusions si ce n'est pour voir des ajustements à la marge déjà évoqués par Barnier et/ou ressortir le projet de retraites à points que nous avons combattu en 2019, avec une retraite par capitalisation au bout du chemin. On ne peut se satisfaire de cette remise en chantier fondée sur la seule expertise de la Cour des comptes, une façon de verrouiller la question des financements. Pire encore, lors de la première réunion organisée vendredi 17 janvier par le Premier Ministre, la FSU et SOLIDAIRES n'ont pas été invitées, la [FNSEA](#) oui. Cela marque la tentative de division des syndicats de salarié-es recherchée par le gouvernement et la volonté manifeste de spéculer sur les pensions des fonctionnaires. La FSU a interpellé le Premier Ministre pour qu'elle fasse valoir ses mandats dans ces réunions. Elle a rappelé son exigence d'abrogation de la réforme.

L'année 2025 célébrera les 50 ans de la loi Veil sur l'avortement et la liberté de disposer de son corps. C'est une année historique dans la lutte des droits des femmes et qui devra rappeler l'importance des combats féministes. Alors que le droit à l'avortement reste contesté et fragile, le cinquantenaire doit être un signal fort pour protéger et renforcer ce droit en France et ailleurs dans le monde.

Dans ce contexte, l'EVARIS (Éducation à la Vie Affective et Relationnelle et à la Sexualité) est encore plus

aujourd'hui une nécessité sociale et civique. Le MASA et la [DGER](#), et donc l'Enseignement Agricole, ne peuvent être absents de cet enseignement, alors que ce programme est discuté à l'[EN](#) et alors que les forces réactionnaires sont à l'oeuvre sur ces sujets qui engagent l'avenir de notre jeunesse. L'EVARS doit prendre sa place dans les référentiels des diplômés de l'EA, en impliquant les équipes éducatives, pour en faire une réalité effective dans tous les [EPL](#).

Le CSN mandate les sections et les représentant-es des personnels et le bureau national :

" participer aux actions de commémoration du cinquantenaire de la loi Veil

" interpellier les ministres de l'agriculture et de la transition écologique pour qu'elles pèsent sur la participation de la FSU aux réunions sur le chantier retraite

[Sur le champ environnemental : continuer à se mobiliser contre les projets écocides](#)

Les méga feux à Los Angeles, en pleine période hivernale, sont un nouvel avertissement à la population mondiale et doivent nous interroger sur l'habitabilité de notre planète dans un monde dominé par les puissances capitalistes et oligarchiques. Ces désastres accentuent les inégalités sociales et soulèvent la question de la privatisation des moyens de secours publics. Saurons-nous en tirer des leçons ? Si les médias ont concentré l'information sur ce désastre, il ne faut pas oublier les glissements de terrains, les inondations comme celles de Valence, les grandes sécheresses qui se multiplient partout dans le monde.

Le SNETAP-FSU continuera à appeler à la mobilisation contre les projets écocides et au soutien des militant-es de plus en plus considéré-es comme des éco-terroristes. Il continuera à faire pression contre les puissants de ce monde encore plus avec Trump au pouvoir pour qui le réchauffement climatique « est un canular ».

En pleine campagne électorale pour les chambres d'agriculture jusqu'au 30 janvier 25, et après une année mouvementée, la FNSEA et la CR utilisent les luttes agricoles pour inciter à aller voter. On peut craindre une percée de la coordination rurale marquée par des positions politiques réactionnaires, très clairement opposées à l'écologie et demandeuse ad nauseam d'une simplification des normes environnementales tout comme la FNSEA. Sur ce point, le SNETAP-FSU continuera à soutenir la Confédération Paysanne et le Modéf, et à porter des actions et mandats communs.

Une fois de plus l'OFB (Office Français de la Biodiversité) après avoir été victime d'attaques, intimidations, violences, destructions de biens orchestrées par des syndicats agricoles majoritaires, plus récemment il a été victime d'attaques verbales relayées par le premier ministre dans son discours de politique générale qui qualifie les contrôles des inspecteur-trices de l'environnement de « fautes ». Cela a été vécu comme une humiliation. C'est ici une remise en cause démagogique des missions de la police de l'environnement et de l'ensemble des missions des fonctionnaires dans le cadre de l'État de droit qui est le nôtre. Dans une intersyndicale large, les syndicats ont appelé les agent-es à « rester au bureau » et à faire valoir leur droit de retrait. Ils réclament des excuses publiques. Le SNETAP-FSU a apporté tout son soutien aux agent-es violenté-es par ces propos gouvernementaux, ainsi que par les actions de la Coordination Rurale en particulier, qui après avoir muré l'INRAE il y a quelques semaines, bloque depuis ce 23 janvier un centre de formation des agent-es de l'OFB dans le Loiret. S'en prendre dans le pays des Lumières à la recherche et à la formation relève de l'obscurantisme le plus crasse et en dit hélas très long sur celles et ceux qui se laissent aller sur cette pente !

On notera également les reculs inquiétants au niveau de la transition écologique que le gouvernement Bayrou est en train d'accompagner dans le cadre du [PLF 2025](#) réactivé sur la base de celui pourtant censuré de Michel Barnier. Le ministère de la transition paie effectivement d'un milliard ce manque de volonté politique, on ne parle même plus ici d'ambition... auquel l'avis de sagesse cousu de fil blanc de la ministre de l'agriculture concernant l'amendement des

sénateur-rices LR proposant la suppression de l'agence bio nationale vient dire de quoi ce gouvernement Bayrou est le nom !

Le CSN mandate le Bureau National et les sections régionales :

" pour soutenir devant le tribunal judiciaire de Lorient le 08/02/25 les 12 militant-es poursuivi-es par l'agro-industrie pour avoir stoppé un train de céréales destiné à une usine d'alimentation animale d'un groupe industriel

" pour soutenir les agent-es de l'OFB et tous les agent-es dont la mission est de veiller au respect de l'environnement, ainsi qu'à la qualité de notre alimentation

" pour militer aux côtés des défenseur-euses de l'agriculture biologique et de l'environnement pour obtenir le maintien de l'agence bio nationale

https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH267/473741743_1152214900239315_3332198169375633647_n-c4f86.jpg

2 : Fonction Publique, Éducation, Enseignement Agricole

- **Un ministre de la FP mandaté pour incarner une forme d'anti-Kasbarian à bon compte...** plus ouvert au dialogue social ou en tout cas, qui le laisse penser : volonté dialogue social, volonté de consultation des OS avant toute annonce, qui dit aimer les fonctionnaires, qui estime qu'il faut des moyens, qu'il est nécessaire de discuter en matière de rémunération et de carrières (ce qui pour autant ne signifie aucunement qu'il ait quelque main budgétaire que ce soit pour procéder au nécessaire dégel du point d'indice), et qui se dit prêt à peser quant à la participation de la FSU aux réunions chantier « retraite »... Pour l'heure, le seul acte à mettre à son crédit, outre le changement de ton, c'est **l'abandon des trois jours de carence « Barnier »**, clairement à mettre sur le compte du mouvement de décembre - mais pour autant ce gouvernement n'a pas renoncé à faire des économies sur le dos des malades, en maintenant la diminution de 10 % des indemnités journalières versées aux fonctionnaires en arrêt maladie de moins de trois mois ! Pour le reste, les signes récents ou ballons d'essai envoyés par la ministre du travail n'ont rien de rassurant, le gouvernement s'avançant, sans l'assumer encore complètement, sur le passage de 1607 à 1614h quant à la durée légale du travail et évoquant par ailleurs la participation directe des retraité-es les plus aisé-es au financement de la protection sociale... Sur ce dernier point, on sent revenir le clivage entre générations, la stigmatisation commode des retraité-es. Le SNETAP-FSU sera aux côtés du groupe des 9 qui se réunit le 24 janvier pour évaluer ces nouvelles attaques et prendre les décisions d'action qui s'imposent !
- **Éducation** : des annonces de Borne reprises par PM on retiendra surtout **les 4000 emplois non supprimés et la création 2000 postes AESH** confirmée, et un stop and go ou go and stop sur le choc des savoirs qui commence à ressembler 3 ministres après l'éphémère inspirateur de ladite contre-réforme à un enterrement qui ne dit pas (encore) son nom : groupes de niveau, devenus de besoin, non étendus en 4ème 3ème, ceux de 6ème 5ème étant renvoyés à une évaluation au printemps par l'inspection générale, le choix étant réaffirmé de « faire confiance aux équipes pédagogiques », avec 542 postes fléchés vers le collège pour accompagner les élèves en difficulté, sachant que l'option obligatoire du brevet des collèges pour passer en seconde est d'ores et déjà abandonnée, avec plus de place laissée aux épreuves terminales. Le gouvernement prend donc bien acte ici du front du refus majoritaire qui s'est manifesté dans le secondaire depuis de nombreux mois maintenant vis à vis de ces mesures... De même, **le SNU (Service National Universel) du duo Macron-Attal semble en bout de route** pour des raisons de coûts jugés par la cour des comptes et surtout par la représentation nationale (pour le coup quasi unanime au niveau des deux chambres) comme dispendieux et par une majeure partie de la jeunesse comme tendancieuse... sachant que même l'armée vient de prendre acte que le dispositif n'était pas adapté de son point de vue ! Pour autant, le macronisme ou ce qui l'en reste ayant la vie dure, la petite musique sur une consultation sur la durée des vacances d'été revient ces derniers jours. Sans commentaire !
- **Et l'enseignement agricole... ou la bascule dans la 4ème dimension**

Des coupes budgétaires caduques en décembre mais... déjà mises en oeuvre ou comment Annie G. n'entend pas

revenir sur ses **coups de rabot à hauteur de 45 ETP** supprimés dont 25 pour les seuls lycées agricoles publics (alors même que les MFR récupèrent par voie d'amendement soutenu par le gouvernement près de 12 millions d'euros).

On relèvera les mêmes interrogations à nouveau lancinantes au niveau des établissements de l'enseignement supérieur agricole, avec 9 millions d'euros qui viennent juste d'être retirés à la Recherche et Enseignement Supérieur Agricole par amendement gouvernemental au Sénat, dont **760 000 euros pris sur le titre 2 donc sur les emplois de l'ESA**. A partir de là, les personnels ne peuvent que légitimement s'interroger sur l'impact sur leur quotidien de travail au service des étudiant.es, voire une fois encore sur le devenir du plan rattrapage des **ENV**... Cette façon de traiter les établissements comme leurs agent-es est proprement lamentable !

Pour revenir à l'enseignement technique, depuis fin novembre, les **DRAAF-SRFD** en 5 jours ont du revoir leur copie en matière de carte des formations (avec 25 ETP de moins hérités d'un PLF qui n'existe plus et 20 de ponctionnés en plus « mis en réserve » par la DGER pour un « bachelor agro » qui n'existe pas encore)... Traduction de cette potion amère : **une baisse de près de 30 000 heures de DGH**, dont les OS du CSA EA ont récupéré la notification par région le 7 janvier... Dès lors ces coupes s'accompagnent de la casse que l'on sait, de non ouvertures, en fermetures, gels, regroupements anti-pédagogiques et d'une baisse autoritaire de nos capacités de recrutement, tous niveaux de classes et toutes filières confondues, avec la primeur réservée aux **BTSA** sachant que la plateforme Parcoursup a ouvert à l'inscription au 15 janvier... **tout comme le préavis de grève déposée sous notre impulsion par une intersyndicale large et qui court jusqu'au 31 mars.**

Mais rassurons-nous, notre ministre s'emploie à ce que **PLOAA (Projet de Loi d'Orientation et d'Avenir Agricole)** atterrisse - enfin - en reprenant son cours au Sénat dans la deuxième quinzaine de janvier, avec ses bachelors (mais après qu'on ait effondré une partie de notre offre en BTSA à l'hiver) et ses contrats territoriaux (mais en s'économisant quelques efforts pour relancer des classes à faibles effectifs déjà mises en coupe réglée faute de DGH) ! Elle est vraiment très « souple » notre ministre ou alors ses postures idéologiques, pardon ses convictions libérales et réactionnaires, lui permettent sans douleur d'assumer les grands écarts ! Ce qui est sûr c'est que le SNETAP-FSU et les personnels de l'EAP se battent déjà et vont accentuer la mobilisation dans les jours et semaines qui viennent pour faire corriger ce dessin de gribouille irresponsable alors même que nos établissements publics sont en première ligne pour répondre au double défi sociétal du renouvellement de la moitié des générations en agriculture sous 5 à 8 ans et de la nécessaire transition écologique à accélérer et non à enterrer ! Une saisine du Premier Ministre est d'ores et déjà en cours.

Enfin, d'autres sujets majeurs pour l'avenir de l'Enseignement Agricole et le quotidien de ses personnels sont toujours en attente de prise en main réelle et assumée par notre ex-nouvelle ministre... dont la liste s'alourdit et par rapport auxquels l'écoute tant de l'administration (DGER et/ou SRH) que du cabinet (directeur comme conseillère à l'EA) ne débouchent depuis déjà des semaines... sur rien du tout, faute de mandat politique pour pouvoir **répondre aux revendications portées légitimement par les organisations représentatives des personnels de l'EAP.**

<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH286/dsc00742-58672.jpg>

Au titre des structures :

- le maintien de l'**EPLFPA** de VELET sur son site historique à Étang sur Arroux en pleine forêt du Morvan et non en pleine ville, car un lycée de la forêt, ce n'est pas tout à fait la même chose qu'un lycée du bois, plateau technique à l'appui, de même que les élèves ne sont pas des pions qu'il suffit de changer de case pour qu'ils et elles suivent !
- l'engagement du MASA à se porter au soutien des projets susceptibles d'aboutir à la création d'une 5ème École Vétérinaire Publique (ENV) ;

Une nouvelle année qui démarre sous de funestes auspices, mais qui sera aussi ce que nous en ferons

- la garantie d'une conduite sincère, documentée et volontariste par le MASA du chantier sur les dotations et les conditions de travail des personnels [ATLS](#) des lycées agricoles publics en vue de les conforter.

Au titre des rémunérations :

- la reprise du travail de fond sur les conditions de rémunération pour les ACB en [CFA-CFPPA](#) au niveau du cabinet, cette question n'ayant pu être traitée en commission nationale, comme il en avait été convenu, en méthode, avec le DGER et les OS sous M.Fesneau ;
- la transposition du CTI SEGUR aux infirmier-es de l'Enseignement Agricole, ainsi que de la prime informatique aux professeur-es documentalistes ;
- la tenue des engagements pris en matière de revalorisation des rémunérations des directeur-rices contractuel-les, fort d'un reclassement équitable pour toutes et tous dans le statut d'emploi des personnels de direction.

En matière de lutte contre la précarité :

- l'assurance que la DGER et le SRH mettront tout en oeuvre, conformément aux engagements conjoints pris vis-à-vis des [AESH](#) lors de leur journée nationale de grève du 16 janvier, pour qu'une stricte application de la circulaire de référence cadrant leurs missions soit faite dans l'ensemble des EPLEFPA ;
- l'ouverture sans plus de délai du nécessaire chantier sur les conditions de travail des AED sur l'ensemble des points qu'ils et elles ont porté auprès du MASA par voie de pétition (rémunération, mobilité, formations) ;
- les propositions attendues du Secrétariat Général et du SRH en matière de revalorisation des [ACEN](#) « laissés-es pour compte » depuis de trop nombreux mois !

Dans le champ spécifique de l'enseignement agricole menacé par les suppressions d'emplois et la baisse des DGH, le CSN mandate l'ensemble de ses représentant-es, dans une démarche intersyndicale la plus large :

" pour **dénoncer en région et localement les atteintes à l'offre de formation** de nos lycées publics (en prenant le temps nécessaire en Assemblée Générale des personnels fort du dépôt des Heures Mensuelles d'Information Syndicale qui s'imposent) ;

" pour **poursuivre et/ou engager les mobilisations nécessaires** en saisissant la représentation nationale et en usant du préavis de grève déposé du 15 janvier au 31 mars ;

" pour **interpeler sans délai les représentant-es de l'administration dans les instances du ministère**, comme en région pour obtenir la remise à niveau immédiate de nos DGH et stopper les velléités de suppressions d'emplois (45 ETP) et autres réductions de quotité de temps de travail d'ACEN ;

" à compter du 10 février, **manifester en région et directement auprès la ministre de l'agriculture à l'occasion de l'ensemble de ses déplacements** si celle-ci continue de refuser l'échange et de revoir singulièrement ses arbitrages !

Le SNETAP-FSU et ses représentant-es resteront par ailleurs extrêmement vigilant quant au maintien es moyens alloués aux [LPM](#) par le ministère de la Transition écologique et de la Mer.

Année anniversaire... les 60 ans du SNETAP-FSU

Le SNETAP-FSU a décidé, à l'occasion de ses 60 ans, 2 journées fortes de réflexion et d'action qui nous ressemblent comme première OS de l'EAP, du MASA et porteuse d'un syndicalisme émancipateur, de lutte et de transformation sociale : la première le 26 mars consacrée aux 60 ans de l'[ESC](#), l'autre le 27 mars sur les 80 ans de la Sécurité Sociale. Par ailleurs, une séquence spécifique sur les 60 ans de notre OS aura lieu en fin de première journée en axant les prises de parole sur le travail de fond que le SNETAP-FSU a encore accentué ces 10 dernières années en matière d'unification syndicale et de convergence des luttes, en faisant le pari que celles et ceux qui en parlent le mieux sont nos partenaires de l'Élan commun, du [CDDEAP](#), du collectif SSA ou encore du [CFSI](#) !

Un SNETAP-FSU qui fort de l'expérience acquise, de sa représentativité et de son implantation, via ses sections locales, présentes et actives dans la quasi totalité des EPLEFPA de l'hexagone comme de l'outre-mer, entend bien continuer de peser sur les orientations et l'avenir de notre outil public d'enseignement et de formation, sur nos diplômés celui de niveau 3 dont les contours comme le contenu demeurent encore bien flous ou encore ceux qui restent à inventer quant aux nouveaux métiers verts, comme sur nos pratiques, avec par exemple une journée d'étude sur les usages, opportunités et travers de l'Intelligence Artificielle dans nos métiers en général et dans l'enseignement en particulier. Enfin, en sa qualité de syndicat national membre fondateur de la FSU, la délégation du SNETAP-FSU est mandatée pour s'impliquer pleinement dans les débats et la construction de mandats forts à la faveur du **Congrès national de la FSU qui se tient à Rennes du 3 au 7 février 2025**.